

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : Un an... 80 fr. Six mois... 40 fr. Trois mois... 20 fr.
POUR L'ÉTRANGER : Un an... 112 fr. Six mois... 56 fr. Trois mois... 28 fr.
Chèque postal L'entente 656-02

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Du crédit national à l'action révolutionnaire

Quelle naïveté chez tous ceux qui croient victoire en suivant les cours du change ! Alors que la valeur du franc semble augmenter par rapport aux devises étrangères, tout, absolument tout, ne cesse d'augmenter avec une rapidité plus grande que le relèvement de notre devise. Ce qui revient à dire que si notre franc semble valoir davantage, son pouvoir d'achat continue de diminuer.

Chacun essaie d'expliquer cela à sa manière et le problème devient si confus aux yeux de la majeure partie de la population que celle-ci n'y comprenant plus rien, accuse la spéculation, les mercantils, Chéron, Lasteyrie, Billet et tant d'autres d'une situation qu'ils ont créée à leur profit.

Malheureusement, on ne les accuse aujourd'hui que du profit qu'ils en retirent, on ne songe aucunement, dans le peuple, à les accuser de la situation qu'ils ont créée, en d'autres temps.

Populo ressemble à un gros visage de Polichinelle dont une moitié rigole en voyant la cote des changes tandis que l'autre fait une affreuse grimace en regardant M. Mercanti en train d'augmenter ses tarifs.

Nous avons, pendant cinq ans, dépensé notre fortune, nos revenus présents et futurs pour plusieurs générations ; nous devons payer tous les ans à ceux qui ont avancé leur argent à l'Etat, pour en faire l'usage que l'on sait, un intérêt qui, joint à nos besoins immédiats, dépasse de beaucoup les revenus produits par l'élément qui travaille, et vous voulez nous faire croire en bonne posture ?

Nous sommes absolument dans la situation d'un père de famille qui, après avoir mangé l'héritage qu'il devait laisser à ses descendants (c'est son droit), aurait dévoré par-dessus le marché les revenus du travail de ses enfants et petits-enfants (ce qui dépasse son droit) jusqu'à leur mort, et vous admettez que celui qui aura permis ainsi une pareille iniquité puisse dire à ces enfants et petits-enfants : « Vous me devez, par suite des engagements pris par votre père, tout le travail que vous pouvez fournir durant votre vie, par conséquent vous devez restreindre vos besoins, manger moins, vous priver de tout superflu pour pouvoir liquider la dette qui s'augmente encore tous les ans des intérêts capitalisés. » Et ils payeraient ? Vous ne vous joindriez pas à eux pour crier à l'iniquité ? Au voleur ?

Non. Il serait de la plus stricte honnêteté de ne pas payer ; ce ne serait que justice si ces enfants payaient à coups de poing sur la figure celui qui, par ses bas calculs, aurait été la cause directe de leur ruine. Vous ne pourriez, en outre, que leur donner raison.

Et malgré cela, vous continuerez à payer les dettes que la troisième République a contractées pour vous faire casser la figure ?

Vous continuerez d'attendre du ciel, ou de je ne sais qui, une solution qui ne peut venir que de vous ?

Le relèvement du franc n'est que le gage de l'imbécillité de la foule, la certitude pour les grands chefs du commerce et de la finance internationale que vous pliez, que vous murmurez peut-être, mais que, malgré tout, vous passerez à la caisse.

Vous avez le choix : ou vous payerez (et alors de quoi vous plaignez-vous ?) ou vous vous révolterez, vous bousculerez tout et vous repousserez le boulet de la dette que vous traînez aux pieds en dénonçant cette dette, en vous refusant à rembourser quoi que ce soit des sommes que la troisième République a jetées en pâture à ses suppôts pendant que vous creviez de misère.

Jusqu'ici, vous avez employé la première manière, vous pouvez l'accentuer encore en produisant deux fois plus, en consommant deux fois moins, si ça vous suffit ; vos grugeurs se chargeront encore bien de dévorer l'excédent sans que la dette diminue pour cela. Au contraire, les revenus que vous leur fournirez par un double travail et une consommation deux fois moindre serviront encore, par le fameux système des Bons du Trésor, à augmenter tous les ans la dette existante de tous les revenus déjà payés.

Tout le monde, comme à l'habitude, pleurnichera : « Nous tournons dans un cercle vicieux, nous ne pourrions jamais en sortir ! »

Vous pouvez en sortir, mais il n'y a qu'une solution : Tout jeter à terre, et dénoncer la dette.

Et ce sera là comme pour l'Eglise : « Hors de cela, vous pouvez tous crever ! »

Et plus vous retarderez, plus longtemps vous pâtirez. Plus vous attendrez, plus vos souffrances augmenteront. Méfiez-vous même, méfiez-vous beaucoup, de ce que les souffrances que vous vous infligez volontairement ne vous affaiblissent au point de vous ôter la force de conduire le mouvement jusqu'à votre libération complète.

La Révolution est le seul moyen de libération. Il ne suffit pas de la vouloir, de la désirer : il faut la faire.

Mais vous ne pourrez la faire complètement, entièrement, que si vous avez conservé le maximum de forces : vous n'en aurez jamais trop pour la conduire jusqu'au bout.

Par contre, si vous attendez pour agir d'être à moitié crevés par les privations que vous subissez, ce n'est pas la peine d'essayer. On n'attend pas un gros effort d'un malade, on l'envoie se coucher. Quand on a une grosse besogne à abriter, on prend une équipe d'ouvriers pleins de force et de santé.

Pour faire un travail de l'envergure d'une Révolution, pour une si colossale besogne, nous n'aurons jamais trop d'individus sains et vigoureux. Pourquoi donc attendrions-nous que la moitié des révolutionnaires fussent mis hors de combat, par une famine possible, pour engager la lutte ?

Faites autour de vous la propagande nécessaire dans ce but : n'attendez rien d'ailleurs. Ce n'est pas la peine d'attendre toujours que les autres mettent en route : « donnez vous-même le coup de manivelle ».

Tout ce que d'autres peuvent vous dire pour vous prêter d'attendre, ne peut que vous affaiblir, retarder la lutte et la vouer ainsi à l'insuccès.

En dehors de l'action, il n'y a place que pour la démagogie.

PAGES.

LE MINISTÈRE EST RENVERSÉ

Poincaré succédera-t-il à Poincaré ?

La chambre des députés a mis, hier matin, le gouvernement en minorité. Ce fut un vote de surprise, et personne ne s'attendait à la chute du gouvernement, qui depuis plus de deux ans était aveuglément suivi par une majorité docile, qui appuyait toutes ses propositions. Mais à force d'usurper la question de confiance, le président du conseil est tombé, sur un « bec de gaz », et aujourd'hui la crise ministérielle est ouverte.

Les politiciens de gauche se réjouissent bien mal à propos, car ce ne sont pas eux qui ont occasionné la chute du gouvernement. La vérité c'est qu'à la veille des élections, les députés de droite, qui tout comme leurs collègues de gauche ou d'extrême-gauche, espèrent siéger à la prochaine assemblée, ne peuvent pas mécontenter leurs électeurs éventuels, et veulent se présenter devant eux, en déclarant qu'ils ont voté pour le maximum des pensions.

M. de Lasteyrie, avec sa maladresse habituelle, n'a pas su rassembler sa majorité, et Poincaré était absent. Il est probable que s'il avait assisté à la séance, le vote eût été différent.

Qui donc succédera à Poincaré ? Poincaré sans doute. Il réplatera son ministère, se séparera de certains éléments par trop antipathiques, et le tour sera joué. De Lasteyrie sera remplacé par un autre financier véreux. Chéron sera peut-être sacrifié, et Maunoury qui a mis depuis quelque temps le ministère dans une pénible situation ira planter ses choux. L'Homme de la Ruhr se représentera de nouveau devant la Chambre aux applaudissements de tous les éragovins, et rien ne sera changé.

Toute la presse réactionnaire est naturellement navrée, et espère au retour de Poincaré. Cependant le président du conseil qui est lié par les votes précédents, relatifs aux décrets-lois, aux impôts nouveaux et aux économies, sortira difficilement de la situation dans laquelle il est tombé.

La loi sur les pensions telle que veut la voter la Chambre, exigera un excédent de dépenses de deux milliards de francs par an, et tout naturellement il faudra trouver des ressources correspondantes.

Si Poincaré se charge de former le nouveau ministère, il rencontrera les mêmes difficultés, car le nouveau ministre des finances sera obligé, comme son prédécesseur, ou d'abandonner son programme

d'économies, ou de renoncer à la loi sur les pensions, à moins qu'il ne demande à la Chambre de lui accorder de nouveaux impôts, ce qui ne serait pas très politique à six semaines des élections. Mais Poincaré, qui a plus d'un tour dans son sac, trouvera peut-être une porte de sortie, qui satisfera tout le monde.

Nous autres, nous aurions bien un moyen qui, nous en sommes certains, donnerait satisfaction non pas aux vieux généraux retraités qui ne sont pas intéressants, mais à tous ces fonctionnaires. L'on n'a qu'à supprimer totalement la pension, et accorder aux travailleurs un salaire qui leur permette de vivre et de s'assurer le pain pour leurs vieux jours. Mais ce sont des remèdes que ne peuvent appliquer les gouvernements ou les gouvernants qui succéderont à Poincaré, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Voir en troisième page le compte rendu de la séance de la Chambre.

A partir du 30 Mars

lire, chaque jour, dans le « Libertaire »

tous les renseignements ayant trait au

CONCOURS-ENQUÊTE

organisé par le Quotidien anarchiste

Ce ne sera pas un concours idiot, fait pour les crétins. Ce ne sera pas un concours sans utilité, fait pour les joueurs et les désœuvrés

Nota. — Des tracts annonçant ce Concours-Enquête sont en dépôt : 9, rue Louis-Blanc. — Prière aux Camarades de venir en prendre et de les distribuer dans leurs usines, chantiers, ateliers, etc.

Les grèves de Londres s'étendent

Le métro va s'arrêter

On sait que malgré les efforts des briseurs de grèves, les travailleurs persistent dans leur attitude digne et courageuse, refusant d'accepter les compromis patronaux.

On apprend maintenant, de source autorisée, qu'à la suite de l'impasse à laquelle ont abouti les négociations relatives à la grève des employés de tramways et d'autobus, on s'attend à ce que l'Association des mécaniciens et chauffeurs de locomotives, qui tenait réunion hier, prenne une décision définitive et que le résultat probable sera la cessation du travail sur les lignes de chemin de fer souterrain de Londres, vendredi à minuit.

D'autre part, le comité londonien de l'Union des ouvriers électriciens doit aussi se réunir demain pour envisager la conduite qu'il doit tenir à l'avenir.

On voit que la grève suit son cours et que les employés luttent vaillamment contre leurs exploitateurs.

Espérons que ces derniers ne tarderont pas à accorder aux grévistes ce qu'ils demandent.

Ils nous en faut davantage

C'est depuis le 11 mars qu'il nous fallait cinquante abonnements par jour pour compter, avant le 10 avril, quinze cents nouveaux camarades parmi nos abonnés.

Comme ce nombre n'a pas été journellement soustrait, c'est plus de cinquante qu'il nous faut maintenant si vous voulez — entêtés acheteurs au numéro — que nous n'atteignons pas loin de nos quinze cents le 10 du prochain mois.

Le Libertaire a du vent dans les voiles en ce moment et il ne faudrait point ralentir son allure sous de vains prétextes : le priver, par exemple, de recettes sur lesquelles il est en droit de compter parce que vous ne savez, amis de la province, vous passer de ces intermédiaires que sont les marchands de journaux.

Le Libertaire va d'un bon pas vers la fin de son déficit, mais il y marcherait encore beaucoup plus vite si les acheteurs au numéro avaient enfin le bon sens de s'abonner.

Les muets pourront-ils parler ?

Londres, 26 mars. — Des expériences intéressantes ont été faites au cours d'une réunion de l'Institut des Ingénieurs électriciens de Londres.

En insufflant de l'air dans une boîte, à l'aide d'un tube de caoutchouc, et en manipulant l'appareil d'une certaine façon des voyelles, même des mots ont été obtenus.

Un autre instrument pour l'émission des sons a également été soumis à l'assemblée. On espère que ces expériences amèneront la découverte d'un instrument qui permettra aux muets de « parler », l'émission des sons étant réglée par le mouvement des doigts.

Les crimes imputés à Gaston Rolland

L'affaire Gaston Rolland est assez mal connue du grand public. On ignore généralement les raisons de sa condamnation, comment se déroula son procès. Il importe donc de donner à ce sujet quelques précisions nécessaires.

A la mobilisation, suivant les indications de son fascicule, Gaston Rolland devait se rendre dans les délais fixés par son ordre de route au détachement de la 22^e Section d'infirmiers militaires, en l'espèce l'Hôpital militaire n° 12, à Paris.

N'en ayant rien fait, il fut donc inculpé : 1° D'insoumission à la loi sur le recrutement de l'armée en temps de guerre pour étant homme de la réserve de l'armée active, appartenant à un corps mobilisé appelé à l'activité par la voie de mobilisation générale au moyen de publications sur la voie publique, ne s'être pas, hors tous cas de force majeure, conformé aux prescriptions de son ordre de route.

2° D'avoir, le 17 mars 1915, en tout cas depuis moins de dix ans, à Marseille, commis un faux en écriture authentique et publique en se faisant délivrer frauduleusement par le commissaire de police de Marseille un permis de séjour pour étranger sous le faux nom d'Antonio Raspiol, sujet espagnol, en revêtant indûment de sa photographie ledit permis de séjour.

3° D'avoir, le 28 mai 1915, commis un faux en écriture authentique et publique en se faisant délivrer par le consul d'Espagne, un certificat de nationalité espagnole sous le faux nom d'Antonio Raspiol, certificat portant timbre et signature du vice-consul d'Espagne et la fausse signature d'Antonio Raspiol.

4° D'avoir, depuis le 28 mai 1915, fait usage de la fausse pièce ci-dessus spécifiée, la sachant fausse.

5° De s'être fait délivrer frauduleusement un certificat de revaccination sous le faux nom de Raspiol Antonio, le 15 mai 1917.

6° D'avoir, depuis le 15 mai 1917, fait usage de cette pièce, la sachant fausse.

7° D'avoir, depuis le 17 août 1917, commis un faux en matière de passeport en prenant le nom de Raspiol Antonio.

8° D'avoir, depuis le 17 août 1917, fait usage de cette pièce, la sachant fausse.

9° D'avoir, dans le courant de 1918, fabriqué en tout ou partie, sous le nom de Mournaud André-Victor, un certificat de position militaire en y apposant le faux timbre du 3^e Bureau de recrutement de la Seine et la fausse signature du commandant dudit Bureau.

10° D'avoir, dans le courant de l'année 1918, fait usage de cette pièce, la sachant fausse ; de l'avoir présentée comme authentique pour justifier sa position militaire.

11° D'avoir, dans le courant de l'année 1918, fabriqué trois certificats établis au nom imaginaire de Mournaud Louis, en apposant sur le premier la fausse signature du sieur Giossel, sur le second la fausse signature du sieur Launay, sur le troisième une signature fantaisiste illisible, précédée de la mention : « Pour MM. Berlin et Cie ».

12° D'avoir, dans le courant de l'année 1918, notamment le 1^{er} mars 1918, fait usage de ces faux certificats, les sachant faux, en les présentant aux agents de l'autorité qui lui demandaient justification de son identité.

Nous analyserons demain ces « crimes abominables » et les ramènerons à leur juste proportion.

Le Comité de défense sociale.

Aux anarchistes parisiens

Samedi 29 mars, à 20 h. 30, à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne, assemblée plénière de la FÉDÉRATION ANARCHISTE DE LA RÉGION PARISIENNE.

A l'ordre du jour et uniquement : L'ORGANISATION DE LA CAMPAGNE ANTIPARLEMENTAIRE.

Présence indispensable de tous les camarades soucieux de la réussite de la propagande antiparlementaire.

SOUS LE RÉGNE DE SARRAUT



— Enfin, je tiens mon avancement !

Sous Sarraut, comme sous tout autre, les crimes coloniaux ne sont qu'une conséquence logique de l'exploitation de l'homme par l'homme

Nous avons révélé, ici, quelques-uns des crimes, des vols et des pillages qui ont permis à des forbans plus ou moins pittoresques de devenir de hauts fonctionnaires coloniaux, officiers et commandeurs de la Légion d'honneur.

Nous avons montré Albert Sarraut dans l'exercice de son œuvre civilisatrice, récompensé et honoré en Indochine les plus tarés, les plus cruels, les plus cupides.

Le Libertaire a stigmatisé les exploits du policier assassin Antonini, assommant à coups de revolver un malheureux indigène qui avait oublié de le saluer.

Le Libertaire a éclairé la figure inhumaine du résident Darles, massacreur de femmes et d'enfants. Il a mis sous le jour cru de la vérité cette inconcevable affaire Larrive dans laquelle nous avons vu une brute s'amuser à faire abattre par une armée de filous une dizaine de pauvres Cambodgiens inoffensifs.

Enfin nous avons énuméré les multiples actes de corruptions, les vols, les expéditions d'objets, les fausses adjudications, les mille et une escroqueries consommées par un résident supérieur installé en maître dans une cour asiatique et se servant d'un vieux gâteau de roi pour couvrir ses exploits d'aventurier sans scrupule.

C'est ça la « civilisation française ». C'est à cette fange morale, à cet or extorqué au prix du sang et de la sueur du peuple indochinois, que se réduisent les grandes formules des beaux discours officiels et des articles de journaux subventionnés.

De l'Or, de la Boue et du Sang, comme disait si bien M. Camille Aymard, jadis, dans l'Impartial de Saigon avant que Sarraut lui ait fait remède de la peine dont il l'avait lui-même frappé.

De l'Or, de la Boue et du Sang, comme le même M. Aymard n'ose plus dire dans la Liberté d'aujourd'hui.

D'ailleurs M. Camille Aymard n'est pas le seul à se taire sur les crimes coloniaux ; il n'est pas le seul à ne pas vouloir troubler d'un son discordant le concert des louanges pour le futur gouverneur général du Maroc.

Tous les journaux l'ont « bouclée ». Par ordre ou par goût, par intérêt ou par sadisme, les informateurs de la grande presse n'ont soufflé mot de la campagne du Libertaire.

Soit ! C'est dans la logique du capitalisme. C'est dans l'ordre des choses bourgeois.

Nous avons pris Sarraut comme exemple pour illustrer de faits saillants notre démonstration du bluff civilisateur. Nous aurions pu aussi bien prendre un quelconque de ses prédécesseurs ou de ses successeurs en Indochine, n'importe lequel de ses collègues au Maroc, à Madagascar ou ailleurs...

Si demain, Sarraut n'est plus ministre des Colonies, le parlementaire qui prendra sa place ne pourra se montrer guère plus humain à l'égard des indigènes. C'est la fonction, c'est l'autorité qui détermine la prévarication, la concussion, l'assassinat. Avec plus ou moins de doigté, plus ou moins d'hypocrisie, plus ou moins d'esprit démocratique, tous les gouvernements de toutes les colonies en feront autant.

Car, sous Sarraut comme sous toute autre autorité, les crimes coloniaux ne sont qu'une conséquence logique de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Du fait qu'au nom d'un gouvernement par la force des armes, à coups de mitrailleuses et de canons, appuyé de policiers et de magistrats, l'on vient, au nom d'une civilisation ou d'une Culture, imposer à des peuples certaines formes de vie auxquelles ils ne consentent pas — de ce fait, quelle que soit la manière d'administrer, on est contraint d'être, comme Sarraut et ses complices, concussionnaires, prévaricateurs, assassins.

Il leur faut le régime politique!

Depuis près d'un mois, les camelots du roi Ebelot et Chemnévières sont au régime politique, l'un à la Santé, l'autre à Toulouse.

Le premier fut condamné pour avoir assailli Caillaux à coups de matraque dans une rue toulousaine; le second avait craché un avocat, M. Lazurick, dans les couloirs du Palais de Justice de Paris.

Tous deux ont, comme motif de condamnation : coups et blessures volontaires. Or, pendant ce temps, nous avons beaucoup de camarades arrêtés, soit au cours de manifestations, soit pendant les grèves, qui moisissent dans les cellules du droit commun.

Parmi ces camarades (qu'on nous excusera de ne pas tous citer, car nous ne connaissons pas tous les noms), se trouvent : Jollivet, Koch, Méche et Martin. Leurs inculpations sont basées sur les mêmes articles de loi que les camelots du roi : la même charge de « coups et blessures » est relevée contre eux. Les faits ont le même caractère politique, et c'est donc avec indignation que nous constatons la différence de traitements : les uns, parce qu'ils sont les amis de Léon Daudet, bénéficient du régime politique ; les autres, parce que faisant partie de ce peuple qui souffre et veut essayer de s'assurer de meilleurs jours, sont impitoyablement relégués au droit commun.

Nous ne protestons pas contre le régime fait aux camelots du roi — leurs actes étant indéniablement de caractère politique — nous réclamons simplement pour nos camarades manifestants arrêtés le régime auquel ils ont droit.

Nous n'attirons pas une protestation du torchon royal contre l'iniquité qui frappe nos amis ; mais nous persistons à croire que les organisations ouvrières ne resteront pas plus longtemps dans le mutisme actuel et que toutes vont joindre leur voix à la nôtre pour que nos militants soient enfin transférés au régime politique.

Il est tout à fait inadmissible que la classe ouvrière abandonne ceux des siens qui sont tombés victimes d'une action profitable à tous les masses, et si les journaux dits « des masses » sont trop occupés dans leurs polémiques pour pouvoir prendre une petite place dans leurs colonnes pour soutenir cette légitime revendication, nous qui ne faisons paraître notre journal tous les jours que pour remédier à la carence des journaux politiques et prendre en mains les intérêts de toutes les victimes contre tous les bourreaux, nous mettons nos colonnes à l'entière disposition de nos amis frappés avec une rigueur féroce et à qui on refuse ce qu'il était d'usage — jusqu'en 1920 — d'accorder à tous ceux dans leur cas. Puisqu'on donne le régime politique aux camelots du roi, nous réclamons le même traitement pour nos militants.

Nous allons dès aujourd'hui commencer une campagne pour l'obtention du régime politique pour tous les militants arrêtés : dans les manifestations, dans les grèves, aux sorties de meetings et réunions, et nous demandons à tous ceux qui connaissent des cas rentrant dans ces catégories de bien vouloir nous les signaler.

Et nous demandons aux Syndicats s'ils vont se contenter dans un silence qui deviendrait incompréhensible demain.

Un spectacle Jules Renard

La Phalange Artistique présente, le dimanche 30 mars 1924, à 14 h. 30, 4, rue de l'Orient (68, rue Leprieux) : **Le Cousin de Rose** ; huit jours à la campagne et **La Bigote**, en deux actes.

Une causerie sur Jules Renard sera faite par Pierre Suchet. Entrée : 3 francs.

Feuillets épars

Voilà que les militaires s'attachent à saboter l'armée ! Et c'est la plus haute juridiction militaire elle-même qui administre la preuve évidente de sa méconnaissance totale des principes intangibles et sacrés du militarisme. C'est peu rassurant pour les patriotes...

Nous croyions, et tout le monde croyait, que l'assise même du militarisme reposait sur un principe essentiel : la discipline, qui fait la force des armées. Le conseil de guerre de Nancy, qui a une opinion tout autre, nous enseigne que nous nous étions trompés.

Il vient de condamner à mort par contumace cinq Allemands coupables de l'incendie d'un village et de l'assassinat de trente-quatre de ses habitants, aux temps lointains de la guerre. La sentence de ce conseil de guerre est profondément injuste et absolument contraire à la vraie justice militaire. Elle est, de plus, idiote, parce qu'elle crée un précédent, et dangereuse, car elle risque de saper les bases de tout l'édifice militaire.

Le premier des condamnés est un général, ancien gouverneur de la place de Metz, qui donna l'ordre de brûler le village et de massacrer ses habitants. Il n'a fait là qu'appliquer strictement une règle formelle et commune à tous les manuels d'armée en campagne : tuer à l'ennemi par tous les moyens possibles... Mais laissons cette brouille.

Ce qui est beaucoup plus sérieux, et surtout infiniment déplorable, c'est la condamnation des quatre autres Allemands, officiers subalternes pour avoir exécuté les ordres de leur chef. Ce verdict est proprement inique, qui frappe des hommes ayant accompli rigoureusement leur devoir de soldats en déployant des qualités militaires dignes d'éloges. On leur commande d'incendier un village, d'en exterminer la population. Aveuglément, comme des brutes, féroce, comme des sauvages, en parfaits soldats, quoi ! ils furent admirablement disciplinés, ils obéirent stupidement.

Le conseil de guerre de Nancy a commis, envers l'esprit de discipline, une faute énorme et envers le militarisme universel une noire ingratitude en condamnant ces valeureux officiers allemands. Au nom de la solidarité internationale des militaires, il aura dû les décorer. — MARCEL TOUNEY.

PARMI LES LIVRES

Une bonne œuvre, mon cher Vidal ? Moi, je veux bien. Mais alors comme les prêches révolutionnaires et pacifistes de Marcel Cachin, patriote et guerrier ! Pas plus, pas moins.

Je viens de lire LE TRAITEUR, de J.-M. Renaitour (Editions du Roman Nouveau, 23, rue Gramme, Paris). Cet auteur ne m'envoie plus ses livres depuis que je lui témoignai, trop sincèrement, ma faible admiration. Mais j'ai eu d'un subterfuge à moi — que je n'entends pas dévoiler ici pour le moment — et j'ai obtenu LE TRAITEUR gratuitement. Ça ne vaut pas plus.

N'étant pas du... bâtiment, je n'ai pu entendre, le 4 mars dernier, le F. Renaitour de la R. L. L. Francisco Ferrer, expliquer au temple l'Acacia (8, rue de Puteaux) : Pourquoi j'ai écrit le Traître ! Mais je me doute bien un peu de ce qu'il a pu dégoiser. Ce roman, qui doit enchanter tous nos pacifistes de chambre, bourgeois radicaux et socialistes de boutique, lecteurs du Quotidien, de l'Œuvre et du Progrès Civique, voteurs de crédits de guerre et de motions de paix ; ce roman terne, incolore — et bécoté ! — ne saurait me satisfaire.

Deux cent vingt-deux pages pour savoir si un Français peut aimer une Allemande : c'est un peu long.

Et dès le prime abord, le roman indispose par ce manque de netteté, ces éternelles compromissions, entre l'esprit de guerre et l'esprit de paix. Il est dédié à Roland Dorgelès : « Je vous connais aux armées, en 1916. Vous détestiez déjà la guerre, en la faisant avec bravoure ! » Voilà, une phrase symbolique ! Tout le Renaitour est là, ce Renaitour collaborant simultanément à l'anthologie des Poètes contre la Guerre (au Sablier, à Genève) et à une autre anthologie patriotique et bien pensante (chez Crapelet ou Berger-Levrault), le Renaitour qu'un bon ami accablait de ce pavé de l'ours : « L'aviateur lyrique. »

Détester la guerre en la faisant avec bravoure ! Est-il possible d'accumuler ainsi les inconséquences, de se mentir aussi effrontément à soi-même, d'abuser les autres avec tant de culot. On déteste la guerre, on la supporte ou on l'aime, mais on ne peut la faire avec bravoure que si on l'aime pour elle-même ou pour ses résultats. Celui qui la déteste peut la faire, mais ce sera sans bravoure... plus souvent, il ne la fera pas. Tout Renaitour est dans cette équivoque. Et tout Dorgelès aussi. Le plus jeune a bien choisi son patron.

Et ne croyez pas qu'il s'agisse seulement de la préface : tout le roman est de la même venue. Ecoutez le député Lachaume — ce héros qui ose aimer une Allemande ! — Il est à la Chambre (c'est bien sa place !) et comme il annonce ses boniments patriotiques pacifistes, des membres de l'extrême droite l'interrompent : « A bas les Boches ! » Et mon Lachaume de se mettre en colère :

— JAMAIS, VOUS ENTENDEZ, JAMAIS VOUS NE ME PEREZ TRAITER LES ALLEMANDS DE BOCHES, ENNEMIS. JE NE LES INJURIE PAS ; JE LES TUAIS ; C'ÉTAIT SUFFISANT. (Rigoureusement textuel !)

En effet, on peut estimer que c'est bien suffisant. Et vraiment, il faut être d'un patriotisme archistupide pour reprocher de vagues discours inoffensifs à un si bon tueur de Boches !

Livre bécoté, disais-je, terne, incolore, écrit en quadruple vitesse. La forme ne vaut pas mieux que le fond. On Dorgelès aurait pu bâtir sur cette intrigue inconsistante, sur cette idéologie confuse, un roman attachant, une œuvre d'art, sonnant creux, mais dont l'extérieur soigné ferait illusion.

Ici, on ne peut que rire et des idées (?) et de la forme. Voyez ce passage, vers la fin : le citoyen Lachaume reprend contact avec ses électeurs. Je sais bien que ceux-ci sont des jobards accomplis, mais enfin, je ne les aurais jamais crus capables de pareilles fantaisies vestimentaires :

Ils étaient là une dizaine, devant la porte, qui tournaient leur chapeau dans leurs mains. DIX PAYSANS EN BLOUSE, envoyés en délégation par le collège électoral tout entier. L'un représentait un groupement agricole (et c'est assez naturel !). L'autre, LES USINES DU CHEF-LEU (celui-là exagère !). Un troisième, LES PETITS COMMERÇANTS du département (et celui-ci est un vilain hypocrite !)

Une bonne action ? Si on veut. Mais quelle fadeur !

Dans la même collection, Les MAL PAYÉS, par M. Lemoine. L'auteur retrace avec talent la vie médiocre, misérable, des employés de bureau dans une petite ville. Mais trop de désignation pèse sur ces pages grises. A mesure que le roman s'avance, on attend, on espère un sursaut de révolte, un geste de protestation. Rien. La petite vie monotone et sinistre emporte ses loques humaines.

Dans la même collection, toujours, un volume de souvenirs de Gaudoux : SIX MOIS EN RUSSIE avec une préface de Victor Méric. Mais je ne l'ai pas reçu.

Maurice WULLENS.

Ohé ! les gueux !

Les journaux annoncent pour ce soir un bal masqué à l'Opéra.

Il paraît que ce bal dépassera en somptuosité tout ce qui fut fait jusqu'ici.

Un cortège carnavalesque à travers les âges gardera, nous dit-on, le bon ton de la décence.

Pour assister à ses « splendeurs » les organisateurs ont établi des prix assez modiques. C'est ainsi que l'on trouvera des places « populaires » à cent francs !

Ohé, les gueux ! attendez-vous pour aller faire un tour à l'Opéra ? Au coût actuel de la vie, cent francs sont peu de chose — et pendant que des pauvres bourgeois sont soumis aux rigueurs des interdictions... et des crampes d'estomac ; pendant que les travailleurs accomplissent des labeurs épuisants pour vivre maigrement, il y a des places populaires au bal de ce soir — à cent francs seulement ! Canailles ! ! !

LA VIE CHÈRE

Application des nouvelles taxes postales

A Paris et dans certaines villes de province, l'augmentation des taxes postales est appliquée depuis deux jours.

A titre de renseignements et pour rendre service à nos lecteurs, nous donnons ci-dessous un tableau succinct des nouvelles taxes postales :

Lettres et paquets clos. — 9 fr. 25 jusqu'à 20 grammes ; 0 fr. 45 de 20 à 50 grammes ; 0 fr. 60 de 50 à 100 grammes ; 0 fr. 20 par 100 grammes supplémentaires.

Carte postale illustrée. — 0 fr. 10 pour cinq mots de correspondance, et 0 fr. 15 pour mots illimités.

Droit de recommandation. — Lettres et paquets clos, 0 fr. 60.

Télégramme. — 0 fr. 15 par mot, jusqu'à dix mots, avec un minimum de perception de 1 fr. 50.

Pneumatique. — 0 fr. 75 jusqu'à 7 grammes ; 1 fr. 25 jusqu'à 15 grammes ; 2 fr. jusqu'à 30 grammes.

Une trinité de mots

Liberté.

A grand renfort de publicité, Jacob Isaacovitch crée, quartier de la Bourse, une banque d'affaires où les poires déversent leur jus. Nanti de plusieurs millions, il passe la frontière.

Polydore Lapissoie, négociant en bonnets de colon de laine pure soie, s'arrête faubourg Montmartre, ouvre sa valise, installe son éventaire. Un agent survient qui, pendant un trimestre, mettra à l'abri des intempéries camelote et camelot.

Egalité.

Laferrière, instituteur public à Saint-Langis-le-Mortagne, commune de trente-neuf feux, dont vingt-huit éteints, sent germer en lui une âme de faiseur de lois, mais il ne peut remplir deux fonctions rétribuées par l'Etat. Aussi continuera-t-il à interpellier sur les participes passés.

En revanche, Steeg, bourgeois cossu, possède le don d'ubiquité : s'il est réélu le 11 mai, il saura persister dans son double emploi : père noble aux Folies-Bourbon ; procureur de la République au pays des Numides et des Berbères.

Fraternité.

Au moment de sortir, Durupin hèle un larbin :

— Je ne veux plus voir au portail cette gueuse et ses trois marmots.

Mais où diable court-il à cette heure ? Place Pigalle. Là, appareillé à une grue, il dépense par nuit ce qui ferait durant un mois le bonheur de toute une famille.

CHEZ THÉMIS

Saluez bien le sous-préfet

L'instituteur Bronckart, secrétaire de mairie à Surville (Eure) avait eu des démêlés avec le sous-préfet de Louviers — et lui adressa une lettre que ce fonctionnaire estima injurieuse. — Il l'assigna donc devant la correctionnelle de Louviers qui, comme tous les tribunaux, est à l'entière disposition des autorités constituées. L'instituteur fut donc condamné le 27 décembre 1923, à trois mois de prison pour outrages non publiés au sous-préfet.

M. Bronckart fit appel de ce jugement, et le 23 courant il comparait devant la Cour d'Appel de Rouen.

Défendu eloquemment par M. Suzanne Lévy, malgré tous les racontars policiers — le secrétaire de mairie vit sa condamnation cassée par la Cour de Rouen — et, en vertu d'un autre article du code, fut condamné à quinze jours de prison.

Quinze jours pour ne pas avoir plu au sous-préfet, c'est un peu cher et il devient de plus en plus difficile de ne pas s'agenouiller devant les grands.

LES THEATRES

Chez CORA-LAPARCERIE. — Anna Karénine, pièce en 5 actes et 6 tableaux, de M. Edmond Guiraud, d'après le roman de Tolstoï.

L'adaptation théâtrale d'Anna Karénine est de toute évidence, très inférieure à l'œuvre de Tolstoï. Rien n'y survit de l'âme russe et l'espèce de froidisme fataliste et passionnée d'Anna Karénine s'y mue en une solennité souvent loquace et agitée.

Malgré la richesse et l'ingéniosité des décors, le suggestif accord de la musique et de la lumière mourantes, un soir sur la lagune, à cause même de tout cela, nous sentons un vide intérieur, agrandi par le souvenir du roman dont nous suivons cependant pas à pas les événements.

Reconnaissons que tout essai de ce genre est presque fatalement voué à l'échec, le roman et le théâtre d'essence différente. Les personnages de l'un ne peuvent que malaisément se transporter à la scène. Le héros de roman vit tous les jours qui préparent et suivent ses crises passionnelles ; le héros de théâtre ne vit que les moments les plus exceptionnels de sa vie. Celui-ci nous semblera donc, si nous avons un point de comparaison dans le roman, un peu artificiel, coloré et découpé après coup et privé de cette atmosphère de vérité, de réalité, de vie que l'écrivain crée sans hâte, par mille détails, avec continuité, au long des pages. Lorsque cet écrivain fut Tolstoï, quelles ne seront pas les difficultés de l'adaptation qui devra presque être une nouvelle création viable en de nouvelles conditions.

Mme Cora Laparcerie s'est montrée, dans la scène où elle revêt son fils qu'on lui arrache, une mère très émouvante, pleurant des larmes contagieuses, femme tout à coup dévastée, étranglée de sanglots, paroles et gestes machinés. Son beau talent s'impose là véritablement. Cependant sa voix un peu masquée détonne parfois ailleurs et son physique se prête mal à certaines châtiments d'amoureuse malgré son instinct et sa science des attitudes.

En résumé, cette adaptation nous donne un beau spectacle très peu tolstoïen.

Hélène GEORGE.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Parler d'expropriation dans un journal anarchiste est une entreprise délicate. Si l'on ne se montre circonspect, si l'on ne pèse pas la valeur des mots, si l'on a seulement le malheur d'écrire d'une certaine façon que tout est à tous et qu'une révolution digne de ce nom instituera une répartition des biens plus en rapport avec la Justice (ce n'est pas de celle de Colrat ou de son successeur qu'il s'agit) on est presque certain que la justice bourgeoise (celle de Colrat ou de son successeur) vous enverra méditer en prison sur la liberté d'exprimer sa pensée dans la république des Droits de l'homme et du citoyen. Le Droit de l'homme étant de penser, mais le devoir du citoyen étant de se taire.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que le motif invoqué par les défenseurs de la propriété est généralement de provocation au vol et au pillage, alors que c'est contre le vol, le pillage, le meurtre que nous élevons une protestation permanente.

Car il ne faut pas confondre l'expropriation avec tous les genres de prises ou de reprises plus ou moins individuelles. Quand nous disons que tout est à tous, il est bien entendu que cela veut dire que tous les humains ont le droit de vivre et de jouir de toutes choses à condition qu'ils aient participé à leur production dans les limites de leurs capacités. On concevra aisément que dans la société actuelle, cela ne signifie rien ou presque rien. Il n'est guère de travailleurs qui puissent se vanter de ne faire qu'un travail utile. Seul un bouleversement profond est susceptible de rétablir sur des bases plus normales, plus équitables, la vie en société, par la suppression du vol et du pillage qu'exerce sans vergogne une minorité d'agresseurs aux dépens d'une masse passive.

L'expropriation, le retour à la masse des producteurs (devenue plus considérable grâce à la disparition des métiers parasites), des instruments de leur production, n'a rien à voir avec la « prise » d'un portefeuille à un bourgeois ou à un copain, ni le cambriolage d'un coffre-fort, qui permettra à son heureux auteur de rouler auto et de faire comme les riches.

S'attaquer au capital du bourgeois pour faire comme lui, au point de vue social, cela fait un bourgeois de plus... et c'est tout. A moins que ça ne fasse un bagnard. D'une façon comme de l'autre, le résultat n'a rien qui puisse enthousiasmer un anarchiste. Il a mieux à faire.

Mais il y a aussi les communistes qui veulent exproprier. Ne sont-ils pas les « partageux » ? Pas tant que ça !... Ils ne tiennent même pas du tout à ce qu'on les appelle ainsi. Pour vous en convaincre, l'ex-capitaine Louzon a écrit dans l'Humanité à l'usage des électeurs petits propriétaires, demi-bourgeois, et pour les rassurer sans doute, un article qui en dit long.

Naturellement, il dénonce comme il convient l'expropriation capitaliste qui ruine les pauvres diables — non capitalistes — mais qui ont néanmoins réalisés une accumulation suffisante de richesses, obtenues par le travail, l'épargne ou toute autre cause, et qui confient à l'Etat l'argent qu'ils ont ainsi acquis. « Toute autre cause », voilà qui vise certainement les patrons communistes et les révolutionnaires professionnels.

Le communisme lui « ne se donne point pour but d'exproprier qui que ce soit du fruit de son travail, il n'entend point enlever à qui que ce soit ses « économies »... »

Soyez donc tranquilles, braves électeurs, pour votre pécune, et votez sans crainte pour les candidats communistes ! Voyez donc ce qui se passe en Russie soviétique, Louzon vous le dit pour vous enlever vos dernières hésitations. « ...la Russie soviétique jette au feu ses roubles-papier, et les remplace par une monnaie de valeur stable, de façon que le travailleur ne puisse être exproprié de ses économies par la dépréciation de la monnaie... »

Héroux pays, où le travailleur peut faire des économies ! Allons, profitez vite de la chute de Poincaré pour installer à sa place le sanglant Marcel Cachin avec le « camarade R. Louzon comme commissaire aux finances !... »

Mais croyez-vous que cela vaille la peine de faire une Révolution ?

Pierre MUALDES.

Menteur !

Un certain petit monsieur qui signe F. C., dans le numéro de mars de l'Echo du Combattant, se permet de proférer contre notre camarade Germaine Berton les plus basses injures. Il y a beau temps que nous savons à quoi nous en tenir sur cette façon d'agir de lâches mais tout de même quand il y a un mensonge flagrant à relever, nous sommes bien en droit de dire son fait au petit faquin qui le commet.

Etrangers à toute politique, nous ne nous occupons pas des dissensions politiques qui pouvaient séparer la Berton et sa victime.

Etrangers à toute politique, voilà ce que dit M. F. C. Laissons de côté les insultes qui se paieront plus tard, voyons un peu ce qu'est cet étranger à toute politique.

M. F. C. ne serait-il pas ligueur d'Action Française ?

M. F. C. ne serait-il pas celui qui, dernièrement, se permettait de faire distribuer à toute la presse un ordre du jour, toujours contre notre amie, alors que cet ordre du jour n'avait pas été voté et qu'il le présentait comme venant de toute son association ?

M. F. C. toi qui appelles notre Germaine une fille publique, qui donc es-tu, si tu n'es pas celui-là ?

Ressemblerais-tu par hasard au valet d'Harpagon et quand on s'adresse à toi, faut-il demander le maître-queue de la rue de Rome ou le garçon d'écurie des camarades de combat ? Es-tu double ?

Etranger à toute politique ? Menteur ! ! !

La paille et la poutre.

Le citoyen Sémard, d'autant plus impétueux que novice dans le mouvement, rompt des lances avec les tenants d'une boutique électorale qui fait une rude concurrence à la sienne.

Sémard est-il bien qualifié pour donner des leçons ?

Au point de vue syndical, il a été établi au Congrès de Bourges par Legoin que Sémard avait préféré garder sa place de sixième secrétaire de chef de gare plutôt que de se syndiquer. A-t-il troqué une mairesse place pour une autre plus avantageuse, car il est surtout enragé à défendre sa sinécure. Des syndicalistes comme lui, tous les bureaux de placement peuvent en fournir.

Au point de vue politique, Sémard est du Comité directeur du P. C. Lui aussi, il a misé sur la Révolution russe avec un numéro gagnant. Cela lui donne un peu de relief et de vernis et, vraiment, le besoin s'en fait surtout sentir pour ceux dont le fonds manque le plus.

Sous des apparences naïves, il demande où sont les politiciens.

Mais lui, d'abord, en est un avec évidence. Voilà un gaillard qui est payé avec les cotisations syndicales et qui passe son temps à faire de la réclame électorale pour ses confrères du P. C. Son article d'hier du quotidien des masses en est la preuve.

Ce qui ressort surtout dans les compilations du cheminot honoraire, c'est... la pensée d'un concurrent jaloux.

Les lecteurs de l'Humanité sont bien indigents ou bien indulgents.

La Vie des Lettres

« Vouloir »

Le second numéro de cette revue vient de paraître. J'ai déjà dit, à propos du premier numéro, tout le bien que j'en pensais.

J'aime les hommes prêts à tous efforts vigoureux et à toutes pensées hardies.

Au seul du mince cahier, Marcel Millet, dans un poème qu'il faudrait pouvoir reproduire d'un bout à l'autre, s'affirme l'indépendant artiste que l'on sait :

Et si rien ne fut inutile et si l'orgueil, manteau royal mangé de [mites], ne saurait même pas toujours les apparences, gloire déjà de pouvoir dire : J'ai voulu.

Compare : ils sont châtés, vois leurs faces [d'ennuis], écoute-les, troupeaux bêlants, sursauts de [modes]...

Où, l'orgueil d'un passé d'aventure, la force de mépriser, et de durcir, les épaules. On est seul, pauvre, et les livres sont rudes ; les titres d'amour mentent.

Mais vivre encore. Tenir, avec la certitude que cette solitude est bonne, et que ma vie est celle d'un homme libre...

Plus loin des proses d'André Savatier, de Charles Rochat, de Donce-Brisy et des vers de Théo Varlet.

Donce-Brisy continue à mener campagne contre Henry de Montherlant. J'estime beaucoup Donce-Brisy, mais il exagère. Il écrit : « Des poings et de la ortie, voilà les seules qualités de M. Henry de Montherlant, champion littéraire éclos sur le fumier de Paris. » Non ! Non ! Que Montherlant soit loin de nous (pour le moment) c'est certain, mais, politique à part, il y a dans l'auteur du Paradis à l'ombre des Epées, un merveilleux don des images et une rare puissance d'évocation.

PETITES NOUVELLES :

Le prix Balzac vient d'être attribué à André Thérive (Le plus grand péché) ; Pierre Darnique (Notre Dame de la Sagesse), et Mlle Paul Regnier (La vivante paix).

Georges VIDAL.

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — Relâche.
OPERA-COMIQUE. — 13 h. 30 : Werther ; le Petit Effe forme l'œil ; 20 h. 30 : la Basoche.
GAITE-LYRIQUE. — 14 h. 35 et 20 h. 35 : Mam'zelle Nitouche.
TRIANON-LYRIQUE. — 14 h. 30 : les Cloches de Corneville ; 20 h. 30 : Maison à vendre ; les Voitures versées.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANCAISE. — 13 h. 30 : le Cid ; Poil de Carotte ; 20 h. 15 : le Sourire du Faune ; le Chandelier.

ODEON. — 14 h. 30 : le Bourgeois gentilhomme ; 20 h. 30 : Notre-Dame de Paris.
THEATRE CORA-LAPARCERIE. — 20 h. 30 : Anna Karénine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : Après l'Amour.
NOUVEL-AMBIGU. — Matinée : Ma Tante d'Honfleur ; soirée : le Grillon du Foyer.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : Amédée, Knock.

THEATRE DES ARTS. — 21 heures : Deux Hommes, une Femme.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

VIUX-COLOMBIER. — 14 h. 30 et 20 h. 45 : Il faut que chacun soit à sa place.

MONTMARTRE-ATELIER. — 20 h. 45 : Le Veau gras.

ALBERT-1^{er} (troupe du Canard-Sauvage). — Le Chevalier aux roses, L'Avocate.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jacques Ferry Jack Cazol, Noël-Noël, Paul Groffe, Raymond Bartal, Eugène Noël.

« En chasse », revue. — Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.

LE CARILLON. — A 21 heures : Bonne Nouvelle !... revue

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : les chansonniers Jean Rieux, de Soutter, Remongin, Sergères, Alex-H. Dumont, G. Druais et la divette Kady Teissier.

« Dis qu' t'es fort !... », revue.

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 heures Charles d'Avray et ses chansonniers.

LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

LE PERCHOIR. — 21 heures : « Ah ! l'ôte », opérette : Jean Bastia et les chansonniers.

LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin-Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art ; Maurice Hallé et les chansonniers.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Le différend entre la Chine et la Russie s'accroît et l'envoyé soviétique à Pékin M. Karakha, aurait remis un ultimatum au gouvernement chinois. D'autre part, l'agence Radio publie une dépêche de Londres annonçant que des trains remplis de troupes étaient partis de Chita, sur l'ordre du gouvernement russe, et qu'une concentration de l'armée rouge avait lieu sur la frontière mandchourienne. A une question posée à ce sujet par un député anglais au ministre des affaires étrangères, ce dernier aurait répondu qu'il ne croyait pas nécessaire une intervention britannique.

Nous avons tenu les lecteurs du Libérateur au courant de la situation qui était créée en Chine par le gouvernement qui, sous les instances d'éléments extérieurs, probablement français, se refusait à sanctionner la reconnaissance du gouvernement bolcheviste.

Il faut espérer que ces incidents diplomatiques n'auront pas de suites désastreuses et que l'armée rouge que les communistes nous présentent comme une organisation de défense nationale, ne sortira pas du territoire russe pour appuyer la politique d'un gouvernement qui est en désaccord avec ses voisins.

Le peuple russe, en tout cas — pas plus que le peuple chinois — n'aurait quelque chose à gagner dans une guerre, qui fatalement entraînerait d'autres nations dans le conflit et mettrait à feu et à sang l'Europe et l'Asie.

De Roumanie, on annonce que les souverains partiront de Bucarest le 6 avril et arriveront le 11 avril à Paris, où ils séjourneront deux jours. Nous avons dit que la Chambre avait voté une somme de 285.000 francs pour les recevoir. 140.000 francs par jour, ce n'est vraiment pas cher, et le prolétariat ne doit pas oublier qu'on lui vendra ses meubles demain s'il ne veut pas payer les impôts dont les gouvernements font un si noble usage.

Au départ de Paris, les souverains se rendront en Espagne et en Angleterre pour revenir ensuite dans notre capitale avant de retourner à Bucarest le 21 mai. Voilà un voyage qui coûtera cher au peuple roumain, qui ne doit pas être plus privilégié que le peuple français dans sa situation économique. Mais comment s'expliquer de ce que le peuple roumain consente à payer les déplacements de son monarque, alors que le prolétariat français, fier de sa république, est assez stupide pour payer 285.000 francs pour la réception de têtes couronnées.

La Grèce, elle, a liquidé son roi, et la Perse son shah. C'est une crise passagère. Toutes les puissances débarquent le monarque, et bientôt il n'y aura plus en Europe que des républiques. Nous n'en serons pas plus heureux et nous qui subissons Marianne troisième depuis plus de cinquante ans, nous ne nous sommes pas encore rendu compte des avantages qu'elle nous avait apportés. Mais comme la France veut toujours se différencier des autres puissances, il est encore possible que lorsque tous les rois auront disparu d'Europe, on fasse ici appel à Léon Daudet pour remettre sur le trône le duc d'Orléans, digne héritier des rois de France. Ce ne sera pas la première fois qu'un fou dirige les destinées du pays.

ITALIE

POCH CHEZ MUSSOLINI

Après s'être rendu au Vatican, le maréchal Foch vient d'aller rendre visite à Mussolini.

« Dis moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es » dit le proverbe...

DEUX VILLAGES ENSEVELIS SOUS DES ALLUVIONS

Une soixantaine de morts

Rome, 26 mars. — On mande de Salerne que des torrents d'alluvions ont envahi Amalfi et le village voisin de Vettica. Plusieurs maisons se sont écroulées. Les premiers télégrammes reçus annoncent qu'il y a dix morts à Amalfi et cinquante à Vettica.

Un destroyer ayant à bord l'amiral Lobetti est parti de Naples pour Salerne, ainsi que plusieurs vapeurs, afin de porter secours aux sinistrés et de transporter de nombreux touristes, pour la plupart américains et allemands, qui se trouvent bloqués dans la région.

PORTUGAL

INONDATIONS

Lisbonne, 26 mars. — La rivière Mondego a atteint aujourd'hui le niveau le plus élevé qu'on ait jamais enregistré. Toute la ville de Coimbra est inondée. Une trentaine de maisons minées par les eaux se sont écroulées.

La municipalité de Lisbonne a demandé au gouvernement l'autorisation de réquisitionner tous les bâtiments publics et les immeubles inhabités, afin de loger les sinistrés.

ALLEMAGNE

TRAVAUX D'ELECTRIFICATION

Si l'on en croit le correspondant du « Daily Mail » les travaux commencés en 1915 se complètent section par section, et l'Allemagne sera bientôt dotée (dans un an environ) de la force électrique la moins onéreuse du monde, ce qui lui permettra de produire à meilleur marché que ses concurrents.

Il est évident que le commerce va s'emparer de la chose. Mais il n'en est pas moins vrai que ces travaux sont d'une utilité indéniable, et qu'il faudrait en voir entreprendre de semblables dans toutes les contrées.

UNE GREVE DE CHEMINOTS

Berlin, 26 mars. — Une grève de cheminots a éclaté à Ulm et à New-Ulm (Bavière) à la suite de dissensions au sujet de la durée du travail entre la direction des chemins de fer et le personnel d'exploitation.

BELGIQUE

LA GREVE DES TRAMWAYS A ANVERS

Anvers, 26 mars. — Le différend qui avait surgi entre la direction et le personnel des tramways anversois, a pris subitement une tournure grave. La grève générale a été déclenchée hier après-midi.

UN MINEUR ECRASE SOUS LA CAGE

Elouges, 26 mars. — L'ouvrier mineur Fernand Binet était occupé à la réparation d'un « guignonage » au puits n° 4, grande veine du charbonnage de l'ouest de Mons, lorsque à la suite d'une fausse manœuvre, la cage fonctionna, écrasant le malheureux.

A TRAVERS LE PAYS

QUE VA FAIRE POINCARÉ ?

A 18 h. 40, le Secrétariat de la présidence de la République a communiqué la note suivante :

« Le président de la République a fait appeler M. Raymond Poincaré et a vivement insisté auprès de lui pour qu'il accepte de continuer l'œuvre qu'il a poursuivie depuis plus de deux ans à l'entière approbation des Chambres et du pays.

M. Poincaré a répondu qu'il avait le plus vif désir de répondre affirmativement à l'appel du président de la République. Il fera connaître sa réponse définitive demain matin après avoir vu quelques amis. »

Allons Poincaré sera encore bien content de reprendre sa place...

SUICIDE

Creil, 26 mars. — En allant prendre son service ce matin à la gare de Creil, un gendarme a découvert, rue Jules-Faillat, un inconnu qui s'était suicidé d'une balle de revolver dans la tête. La mort avait été instantanée. Elle remontait à 3 heures environ. On ignore l'identité du cadavre, qui était porteur d'un billet de chemin de fer de Lille à Creil, délivré hier. Il avait sur lui une somme de 125 francs, dont quelques coupures de la Chambre de commerce du Nord et du Pas-de-Calais.

Le suicidé paraît âgé de 20 ans, il avait les cheveux châtains roux, la figure rasée. Le parquet de Senlis a été avisé.

LE DRAME DU BOIS D'AHUY

Dijon, 26 mars. — L'identité de la jeune fille trouvée mourante dans le bois d'Ahuy, auprès du cadavre d'un jeune homme, a été établie ce matin, sa famille étant venue la reconnaître à l'hôpital de Dijon. Il s'agit d'une jeune domestique, de Moineville (Meurthe-et-Moselle), âgée de 16 ans. Ses parents, qui habitent Lure (Haute-Saône) ne peuvent expliquer sa tragique aventure. Ils ne connaissent nullement celui qui, après avoir mortellement blessé leur fille, se suicida à ses côtés.

LA NOUVELLE BOURSE DU TRAVAIL DE DIJON

Dijon, 26 mars. — Réuni hier soir le Conseil municipal de Dijon a voté à l'unanimité les crédits utiles à la construction d'une nouvelle Bourse du travail, soit 250.000 frs. Les travaux vont commencer incessamment.

LE TOUR DU MONDE DE TROIS AVIATEURS ANGLAIS

Lyon, 26 mars. — L'appareil des trois aviateurs anglais, Mac Laren, Andrews et Plenderleith, qui sont partis pour faire le tour du monde et qui ont quitté le Havre ce matin à 11 heures, est arrivé à Lyon, sans incidents, à 15 h. 40.

UN DUNDEE S'ECROUPE PRES DE LORIENT

Lorient, 26 mars. — Par gros temps et forte brume, un grand dundeer dont le nom n'est pas encore connu, s'est jeté sur la grève, près de Gâvres. Des secours ont été demandés et un remorqueur a été envoyé sur les lieux.

LES DANGERS DE LA VIE DU TRAVAILLEUR

Rouen, 26 mars. — Vers 14 heures, rue Jeanne-d'Arc, une équipe d'ouvriers des P. T. T. posait, dans un égout, entre la rue de la Grosse-Horloge et la Seine, une ligne téléphonique souterraine, lorsqu'une fuite se produisit dans le collecteur.

Surpris par l'afflux d'eau, les ouvriers furent entraînés par le courant. Leur sauvetage fut rapidement organisé et, au moyen de cordages, les ouvriers Ducoin, Créa, Becquet et Berquier, purent être remontés sains et saufs.

Un "bon" patron

Le sieur Rouelle, entrepreneur de nettoyage de carreaux (concessionnaire de l'A. P.), 106 rue de Sévres à une manière plutôt originale de traiter les gens qu'il emploie.

C'est ainsi que le 9 février il embauchait Lombard pour nettoyer les hôpitaux de la Pitié et Cochin.

Celui-ci eut le tort de ne demander que de faibles acomptes, se montant en tout à 150 francs.

Le 23 courant, il eut l'audace de réclamer au patron le paiement de son salaire, 1.035 francs.

Le singe refusa d'accéder à cette demande si légitime. Une courte bagarre s'ensuivit. Les agents de la sûreté accoururent et frappèrent avec violence l'ouvrier à la figure, puis l'emmenèrent au commissariat.

Lombard vint nous trouver hier soir pour nous signaler ces faits et nous prier de bien vouloir en informer nos lecteurs. Voilà qui est fait et nous y joignons notre vigoureuse protestation, en même temps que nous clouons le triste sieur Rouelle au pilori de la classe ouvrière.

En lisant les autres...

La responsabilité des aiguilleurs

A chaque accident de chemin de fer, on ne manque pas de faire retomber toute la responsabilité de la catastrophe sur l'aiguilleur. Logiquement, on a bien souvent raison, et c'est en effet à une erreur d'aiguillage qu'est dû l'accident. Mais il est des circonstances dont on ne tient pas assez compte : c'est que, surchargé de travail, le malheureux aiguilleur a forcément des instants d'inattention dus à la fatigue.

Le Rappel publie à ce sujet les lignes suivantes :

On connaît, sans mépris possible, l'auteur responsable de la catastrophe de Benestoff. C'est l'aiguilleur, qui s'était endormi à son poste.

La plupart des postes d'aiguillage dans les chemins de fer sont occupés par deux et même trois manœuvres ; il existe des postes isolés à aiguilleur unique. C'est le cas pour le poste de la station de Benestoff.

Voilà qui n'est pas très rassurant pour les voyageurs.

Ce qui est moins encore — et ce que le juge d'instruction qui a fait arrêter l'aiguilleur voudra sans doute tirer au clair — c'est que la plupart des aiguilleurs, dans les petites stations à personnel restreint, sont en même temps lampistes, magasiniers, préposés aux billets ou aux bagages... en un mot des employés Maître-Jacques, qui font un peu tous les métiers. D'où une fatigue et un besoin de sommeil compréhensibles.

C'est un surmenage qu'une sage administration devrait éviter, dans l'intérêt du personnel et... du public !

Il est évident que la fréquence des catastrophes ne changera pas tant que les aiguilleurs, en particulier, et les employés, en général, ne seront pas soulagés dans leur besogne.

Et, en attendant, c'est une iniquité de faire peser sur ces malheureux une responsabilité qui échoit aux directeurs des Compagnies.

Vers la République

Dans la France Libre, M. Charles Malato se réjouit de voir de nouvelles républiques se proclamer et remplacer les monarchies. Il écrit :

Pendant qu'en France quelques fous rêvent de nous ramener la monarchie, la Grèce est en train de s'en débarrasser et la Perse se dispose à l'imiter. Pour la Turquie, c'est déjà fait : le vieux décor où le bouffon allait avec le traître s'est écroulé à Constantinople ; le calife, devenu de commandeur des croyants un mortel ordinaire, cherche pour lui et ses femmes, un asile que la Suisse puritaine refuse d'accorder aux polygames. Et, sur les rives du Bosphore, le grand eunuque, dernier survivant d'un régime déchu, évoque avec mélancolie les traditions du bon vieux temps où les intrigues du harem pouvaient décider du sort de l'empire.

La Turquie possède maintenant une République, et une République laïque. Nous n'en sommes plus là en France, où le gouvernement, s'abstient purement de commémorer l'anniversaire du 4 septembre et où l'Eglise a repris toute son influence.

Décidément, M. Malato est plein d'illusions. Il verra comment ces nouvelles républiques vont suivre la route tracée par leurs aînées et comment le principe solidaire « démocratique » qui semble les inspirer se transformera bientôt en une « combine » de politiciens...

L'interpellation de Léon Daudet

Voici comment l'Ere Nouvelle commente l'interpellation de Daudet à la Chambre. Le député royaliste s'y trouve bien porteur-turé.

Il va sans dire que pour Maunoury, nous laissons à l'Ere Nouvelle le soin de le couvrir de fleurs et que, pour nous, il est à peu près du calibre de son adversaire politique :

L'homme de la Réaction, de toutes les réactions, même et surtout des réactions Wassermann, s'est fait hier, à la Chambre, corriger de telle manière que, et un frisson de pudeur pouvait encore parcourir sa triste carcasse, il n'oserait plus reparaitre en public, sauf, peut-être, parmi ses complices fleurdelisés et voyous à gages.

Un silence solennel accueillit M. Maunoury à la tribune. C'est dans cette atmosphère d'émotion, de sympathie et de respect que le ministre de l'Intérieur laissa tomber sur le Daudet le plus infamant, le plus terrible des condamnations : un père tournaient en manœuvre politique le deuil devant lequel chacun s'était incliné... Et quand une ovation spontanée salua l'orateur qui, d'un mot méprisant, avait réduit à un négligeable petit tas de fiente, les colporteurs de l'Action Française... on vit, sous le vent hostile, Daudet l'hérétique, se fasser, verdoyer, suinter, prendre du phénomène monstrueux qu'il aura dans l'histoire.

Mais, s'étant ressaisi, le personnage convertit soudain sa honte en fureur épileptiforme. Glapissant comme s'il tâchait à couvrir par avance les huées des quarante millions de Français, il dressa, derrière le cadavre de son enfant, une épouvantable trogne de pamphlétaire, une sacrilège face hilare de commis voyageur en bile, en grave et en pus.

Mais cela ne suffit pas. Il ne faut pas que, à la faveur du dégoût qui entoure Léon Daudet, les responsables assassins profitent de la diversion pour endormir l'opinion publique.

Nous ne les laisserons pas faire.

Le bluff colonial

Dans le Midi Socialiste, le Docteur Ch. Phalippou étudie le « bluff colonial ». Il reproduit l'article que le Libérateur publia dernièrement au sujet de l'animateur Garvey. Et M. Phalippou écrit :

Au lieu de jeter les noirs les uns contre les autres, de semer la discorde en opposant les égoïstes des asservis aux rêves d'indépendance bien légitimes de ceux qui ont conservé la dignité de leur race, on devrait plutôt chercher à concilier les intérêts réciproques et à organiser une collaboration royale entre les colons et les indigènes. Il y a certainement moyen de s'entendre : la plupart des sujets de nos colonies accepteraient fort bien notre présence chez eux et notre intervention dans leurs affaires. Ils savent apprécier les bienfaits de l'instruction et de l'hygiène, ils souhaitent le développement de leur commerce et de leur industrie ; ils comprennent l'utilité des moyens de communications et de transports dont on les doté, mais ils veulent que ces progrès leur soient offerts sans contrainte et ne soient pas le prix de leur abdication.

Je crois que seule une entente étroite et sincère peut justifier et avantager la colonisation. Grâce aux efforts éclairés et courageux de quelques indigènes, on commence à le comprendre

en haut lieu : je n'en veux pour preuve que ce qui se passe actuellement au Sénégal.

A ce sujet, il faut rappeler que quatre communes de cette colonie — Dakar, Saint-Louis, Gorée et Rufisque jouissent d'un privilège spécial qui les a rendues libres et confère à leurs habitants le droit de vote. Là se trouve réalisé ce qui nous paraît la seule charte coloniale acceptable.

Il ne faut pas croire que ces avantages ont été octroyés sans raison. Lors de l'expédition Faidherbe, en 1854, les habitants des villes sus-nommées, situées sur une côte riche et prospère, étaient en butte aux exactions et aux cruautés des gens de l'intérieur. Aussi voyaient-ils débarquer nos soldats comme des libérateurs ; ils favorisèrent leur action et les guidèrent dans le pays. C'est en récompense de ce concours précieux et fidèle que Faidherbe, conquérant doublé par extraordinaire d'un habile diplomate et d'un honnête homme, accorda des libertés qui furent ratifiées plus tard.

Ces indigènes du littoral, qu'un long contact avec nos compatriotes a, peu à peu, éduqués selon nos mœurs, constituent l'élite sénégalaise d'où sont sortis des politiciens avisés avec qui, désormais, il faut compter et à qui la liberté de vote a assuré le triomphe dans les élections municipales et législatives. Les quatre communes noires des anciens édiles blancs qui entendaient les traiter comme des cercles militaires, elles ne s'en portent pas plus mal et leurs budgets valent mieux, souvent, que les nôtres. Nous verrons ce qu'ils ont fait, ce qu'ils comptent faire et la résistance opiniâtre qu'ils rencontrent de la part de quelques gros trafiquants de chez nous qui ont conservé des âmes de négriers.

Certes, le point de vue de M. Phalippou n'est pas un point de vue anarchiste (vote, etc.), mais toutefois il marque un sérieux désir d'amélioration qui ne serait pas sans intérêt et qui justifierait la présence des Européens dans ces pays sans industrie et étrangers au progrès.

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

Comment le ministère fut renversé

Le Sénat avait relevé le taux des pensions accordées aux fonctionnaires civils et militaires et de plus s'était déclaré favorable à l'extension de la loi aux ouvriers. Le ministre des finances qui ne dispose, paraît-il, que de 300 millions de francs, se refusait, en posant la question de confiance, à suivre le Sénat sur cette route et déclarait qu'il ne pouvait engager des dépenses que dans la mesure où il disposerait de recettes. La Chambre s'est montrée hier matin favorable au texte du Sénat et dès le début de la séance, la gauche a attaqué avec violence M. de Lasteyrie qui s'est trouvé vaincu.

C'est d'abord M. Balaunant, le député de Brest qui monte à la tribune et ensuite M. Ducos, radical-socialiste de la Haute-Garonne et enfin M. Goude qui plaide avec véhémence la cause des petits retraités.

C'est d'abord M. Balaunant, le député de Brest qui monte à la tribune et ensuite M. Ducos, radical-socialiste de la Haute-Garonne et enfin M. Goude qui plaide avec véhémence la cause des petits retraités.

C'est d'abord M. Balaunant, le député de Brest qui monte à la tribune et ensuite M. Ducos, radical-socialiste de la Haute-Garonne et enfin M. Goude qui plaide avec véhémence la cause des petits retraités.

C'est d'abord M. Balaunant, le député de Brest qui monte à la tribune et ensuite M. Ducos, radical-socialiste de la Haute-Garonne et enfin M. Goude qui plaide avec véhémence la cause des petits retraités.

LE VOTE

Le résultat est proclamé : le renvoi à la commission, repoussé par le gouvernement, est voté par 271 voix contre 264.

La gauche et l'extrême-gauche applaudissent à tout rompre et M. de Lasteyrie prenant son portefeuille, se lève et quitte la salle suivi de ses complices qui étaient près de lui.

Une heure plus tard, Poincaré portait sa démission et celle de son cabinet au président de la République qui l'acceptait.

Poincaré est mort, à qui le tour maintenant ?

SEANCE DE L'APRES-MIDI

De très vifs incidents se sont produits à la séance de l'après-midi qui n'a duré que trois quarts d'heure. Tous les députés étaient présents et à la lecture du procès-verbal un certain nombre de députés sont venus protester affirmant qu'ils avaient voté pour le gouvernement, alors qu'ils sont portés avoir voté contre.

C'est M. Morinaud, qui, le premier, déclare s'être abstenu et il proteste contre la façon dont on a fait voter.

Ensuite, M. des Rotours qui dit avoir voté pour le gouvernement. Il est acclamé par la droite et le centre, et hué par la gauche et l'extrême-gauche. Le même accueil est réservé à MM. Camuzet, de la Ferronnays, Le Corbiller, etc...

M. Hector Molinié, député de la Seine, est très mal reçu par la droite, lorsqu'il déclare, malgré son vote, rester « poincariste » et l'ancien ministre des finances Klotz qui considère sans doute qu'il y a une place de libre, est copieusement conspu par l'extrême-gauche.

M. Emmanuel Brousse, monte ensuite à la tribune pour rappeler que lorsque le Cabinet Bourgeois fut mis en minorité par le Sénat, la Chambre vota un ordre de confiance au gouvernement et il demanda à la Chambre de voter une motion semblable à l'adresse de Poincaré, mais le président déclare la motion irrecevable et qu'il ne peut la mettre au vote.

Toutes les manœuvres ayant échoué, il ne reste plus à la Chambre qu'à s'ajourner. Le président de la Commission des finances demande à l'assemblée de siéger vendredi après-midi et le président Landry lève la séance au milieu d'un tumulte indescriptible.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

SUR LE RÉGIMENT

qui a traversé les Boulevards avant-hier

Avez-vous rencontré quelquefois sur les routes de France un troupeau lamentable de moutons se rendant à l'abattoir, escorté de leurs futurs bourreaux qui sans doute !

Avant-hier, semblable spectacle s'est présenté à mes yeux. Il était dix heures, une pluie fine tombait sur Paris. Soudain une musique éclatante, trop connue hélas, des 1.500.000 malheureux qui, pour avoir trop cru à son entraînement, sont restés là-bas.

Un régiment entier défile, conduit par ces forbans pour qui le sang ne compte pas, et qui peut-être un jour encore mériteront toute cette jeunesse à l'abattoir, sans lui laisser le droit de murmurer.

La tête basse ils marchaient, ébloués à chaque instant par les autos luxueuses où le capitaliste étale sa pourriture. Oh ! comme ceux-là peuvent dormir tranquilles, il y a encore, se disent-ils, de la chair fraîche et jeune pour défendre leur coffre-fort.

Près de moi, une vieille femme, tout en noir, regarde. Je lui communique mes impressions à voix basse ; elle me regarde curieusement, puis me répond :

« Hélas, Monsieur, cela ne changera jamais. Il y a toujours eu une armée, il y en aura toujours ! »

Je ne continuais pas. Je comprenais combien entre elle et moi le fossé était infranchissable, et m'éloignais navré.

Malheureusement combien encore qui sont jeunes et forts, se laissent mener ainsi par la routine sans réflexion. Ne comprennent donc t-ils pas que cette fois-ci encore ce n'est pas pour eux que le carnage se prépare et s'organise ou, du moins, qu'ils en seront les seules victimes.

Pères, mères, femmes fiancées, il est temps encore de détourner les jeunes gens du crime. Unissez-vous tous, et dans une formidable clameur, criez : A bas l'armée !

Serge HARDOUIN,

Ex-marin, division navale de Russie.

DANS PARIS ET SA BANLIEUE

ACCIDENT

— A 13 h. 30, place Saint-Augustin, le Dr Masson, de nationalité américaine, demeurant 60 boulevard Malesherbes, a été renversé par un taxi et a eu une jambe brisée.

ILS EMPORTEAIENT 11 TONNES DE CUIVRE

Les inspecteurs de la police judiciaire ont arrêté Joseph Berbez, démanteur, Emmanuel Roux, 34 ans, qui démantelaient 11 tonnes de câbles de cuivre avec quatre camions, câbles destinés aux P.T.T. et dérobés en gare d'Argenteuil ceinture. Ont également été arrêtés pour complicité : Legoff, employé de la gare, 27 ans et Joseph Leloir, égoûtier.

Les câbles détournés représentaient une somme de 110.000 francs. C'était une bonne prise, mais... un peu encombrante !

POURQUOI S'EST-ELLE TUEE ?

A 13 h. 30, à la station du métro Georges-V, une jeune fille d'une vingtaine d'années s'est jetée sous une rame de wagons. Elle a été transportée à l'hôpital Beaujon dans un état très grave.

La désespérée, d'une taille de 1 m. 55, était vêtue de noir et portait autour du cou une chaîne de métal blanc terminée par une breloque. Son linge était marqué aux initiales C. B.

Quelles sont les raisons qui ont poussé cette malheureuse jeune fille au suicide ?

UN CADAVRE SUR LA VOIE FERREE

Versailles, 26 mars. — On a découvert sur la ligne des Invalides, à Versailles, à proximité du Pont Vergelesmes, le cadavre d'un homme qui avait les deux jambes sectionnées. Dans une des poches du défunt on a trouvé des papiers au nom de Jean Duault, originaire des Côtes-du-Nord. Les restes du malheureux ont été transportés à la Morgue, et le parquet de Versailles a ouvert une enquête.

DERNIERE HEURE

La grève anglaise dans les transports en commun

Le mouvement s'étend aux « tubes » souterrains

Londres, 26 mars. — Mettant sa promesse à exécution, l'Union des mécaniciens des chemins de fer souterrains de Londres a décidé aujourd'hui d'apporter son appui aux ouvriers des tramways et des autobus. Des ordres de grève ont été lancés par le comité exécutif de cette Union, prescrivant l'arrêt du travail pour demain soir. En outre, un grand nombre de cheminots de la banlieue appartenant à l'Union des chemins de fer, doivent tenir une réunion demain.

L'attitude des électriciens

D'autre part, les dirigeants de l'Union des Electriciens qui avaient menacé de couper le courant au cas où des jaunes seraient employés pour conduire les tramways, doivent également se réunir afin de déterminer leur attitude dans le conflit.

Déclarations de Mac-Donald, le briseur de grèves

M. Ramsay MacDonald a annoncé ce soir aux Communes qu'un comité extraordinaire avait été formé et s'était réuni immédiatement en vue d'examiner « les moyens de parer à la crise et d'assurer le transport des Londoniens ». Ce comité aurait envisagé entre autres l'utilisation de soldats pour conduire les autobus.

Ainsi l'armée va venir en aide, une fois de plus, au patronat, et le premier ministre parle déjà de « mesures extrêmes » à envisager !!!

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

A la maison Gnome et Rhône. — Depuis deux mois les ouvriers de cette maison ont posé un cahier de revendications auquel la direction n'avait pas donné suite. Jugeant qu'un mouvement serait inopportuniste, les ouvriers avaient continué le travail. Ces jours-ci, la direction voulut résoudre le problème à sa façon en permettant de régler les bons de travail à un taux supérieur à la coutume sans pour cela augmenter le prix des pièces, ce qui équivaut à fournir un effort physique plus grand, sans améliorer le gain.

Les ouvriers mécontents envoyèrent une délégation auprès des contremaîtres qui se retranchèrent derrière le directeur. Aussitôt le travail arrêta dans l'usine et le directeur voulut bien discuter, mais pour maintenir son point de vue et donner l'ordre aux délégués de faire reprendre le travail avant 10 h. 15. Passant outre, les ouvriers se réunirent dans l'usine et décidèrent de ne plus travailler et de ne sortir qu'à midi.

A la rentrée une première affiche annonçait le lock-out jusqu'à nouvel avis et une seconde limitait ce lock-out au vendredi matin. Les ouvriers répondirent par la grève jusqu'à complète satisfaction. Ils se réunirent à nouveau vendredi matin, à 8 heures, boulevard Blanqui, salle de l'Utilité sociale. Une délégation se rendra vendredi matin à la direction.

Habillement. — Après quatre jours de grève, aucune défaillance n'est enregistrée ; au contraire le mouvement continue et s'étend à de nouvelles maisons.

Voici la liste de celles qui furent touchées et dont le personnel est dans la lutte : Berthault, Boguet, Bernard, Delorme, Boyer, Maison de Blanc, Bluet, Coutard, Boyler, Cumberland, Carriez, Chaloupski, Eyère, Frochmann, Fizelwitz, Jeiffa, Maase Papet, Krieger, Kan, Léo, Lesley-Robert, Laurent-Richard, Lambrecht, Nugent, Parotte, Pages, O. Rossen, Victor Rossez, Rousseau, Olofson, Salomon, Sutton, Toulouse, Vial, Van Cappelen, Vignol.

Au moment où nous rédigeons le communiqué, nous apprenons que la succursale de la Samaritaine, boulevard des Capucines, vient de décider la cessation du travail, les revendications n'étant pas acceptées par la direction.

Comme on le voit les patrons commencent à comprendre, que cette fois c'est sérieux et certainement qu'ils ne gagneront rien à être entêtés.

Aujourd'hui jeudi, comité de grève à 9 heures. Assemblée générale, à 9 h. 30.

Mouleurs en verrerie. — La grève des mouleurs pour verreries est terminée. Ils obtiennent une augmentation horaire de 0 fr. 25. Ce n'est pas malheureusement ce qu'ils avaient demandé.

Ce résultat provient d'une défaillance, provoquée intentionnellement à la dernière heure par le triste sire Ad. Godfroy, de la maison Gerbaud, 102, rue Pelleport, lequel était trésorier du syndicat.

Malgré tout, le syndicat reste solide et prêt aux nouvelles lites futures. Il remercie chaleureusement les camarades verriers qui nous ont prêté leur appui au moyen de leurs souscriptions.

Dans le bronze. — Le mouvement continue dans le bronze. De nombreuses maisons ont accordé satisfaction. Il reste à faire capituler quelques grosses maisons qui résistent au mouvement parce qu'elles craignent l'acceptation des revendications ne renforce l'organisation syndicale.

Qu'ils le veulent ou non, ces messieurs céderont : la main-d'œuvre n'est pas nombreuse dans le bronze.

Plutôt que de gagner des salaires de famine, les ouvriers du bronze aimeraient mieux changer de métier. Les patrons n'ont pas si facilement, semblable ressource. D'autre part, leur industrie est en pleine prospérité et ils ne sont pas disposés à abandonner un filon si fructueux.

Que les camarades du bronze se serrent les coudes dans leur section technique, et ils triompheront avant peu.

La Rhonelle à Nanterre. — Toujours aussi nombreux les grévistes des ateliers de la Rhonelle attendent patiemment que le patron se décide à discuter avec la délégation ouvrière.

Encouragés par la non-entrée des professionnels et l'arrivée des souscripteurs, les camarades, après avoir entendu leurs délégués, sont unanimement d'accord pour batailler jusqu'au bout.

Les camarades sont avisés que la Bourse du travail est fermée aujourd'hui.

Terrassiers d'Yonnax. — Les camarades de la section Pierre (maçons et terrassiers) viennent de se mettre en grève pour une augmentation de salaire et le maintien de la journée de 8 heures.

Tous les travailleurs de ces corporations ont rejoint le mouvement. Pas de renards, pas de jaunes.

Pour que le mouvement soit complet, la Fédération du bâtiment met la ville d'Yonnax à l'interdit.

Tous les camarades intéressés du bâtiment sont invités à ne pas se diriger sur cette localité.

Bâtiment de Nantua. — Les ouvriers de la section pierre sont en grève, la Chambre syndicale des patrons ayant répondu par des offres ridicules aux demandes d'augmentation des ouvriers et s'étant ensuite refusée à toute discussion supplémentaire avec le syndicat.

Les ouvriers ont quitté le travail hier matin. Le syndicat patronal offre des tarifs d'embauche de 3 fr. 10 l'heure pour les maçons, 2 fr. 50 pour les manœuvres 2 fr. 85 pour les mineurs alors que d'après l'ancienne convention, qu'elle a elle-même signée, le tarif minimum était de 3 fr. 15 pour les maçons, 2 fr. 90 et 3 francs pour les manœuvres, 3 francs pour les mineurs. Elle offre donc une augmentation variant de 0 fr. 20 à 0 fr. 30. Ce qu'elle donne d'une main, elle le retire de l'autre.

La Chambre patronale par les offres qu'elle nous fait, montre cyniquement qu'elle a violé la convention de 1920. Le syndicat unitaire du bâtiment saura lui rappeler ses engagements.

Les victimes des fascistes de Montlhéry sont toujours en prison

Après le coup de force de Montlhéry, le juge d'instruction de Corbeil retient le délit d'entraves à la liberté du travail et de violences contre nos emprisonnés.

Ceux qui ignoraient ce que les magistrats de notre république ont dans l'âme, vont pouvoir se faire une opinion sur ceux du Parquet de Corbeil. Ils nous rapprochent sensiblement du geste d'un terrassier qui avait planté sa pioche dans le dos d'un bourgeois et qui s'écriait : « Au voleur ! », sous prétexte qu'il ne pouvait plus arracher son outil.

Si le syndicat n'était pas lié par le scrupule de faire ses affaires lui-même, il aurait pu se porter partie civile et exiger des Pouvoirs publics l'arrestation des fascistes provocateurs et assassins qui, quelques jours avant la bagarre, au nombre de sept et d'un chien molosse, assommèrent à coups de pied et de bâton notre secrétaire adjoint.

Nous aurions donc pu, de toute évidence, au lieu d'être inculpés, nous faire accusateurs. Car, jusqu'à ce jour, je ne pense pas que la bascule automatique à distribuer les décrets-lois nous ait délivré le décret annulant purement et simplement la loi de huit heures sur les syndicats, en supprimant le libre exercice du travail de propagande syndicale.

Nos camarades n'ont entravé la liberté de travail de personne : ils se sont présentés sur les chantiers de Montlhéry pour y accomplir la besogne que leur confère le mandat qu'ils détiennent des syndicats.

S'ils devaient être tenus pour responsables des menus incidents qui se sont déroulés à l'autodrome de Montlhéry, nous ne pourrions faire autrement que de revendiquer notre part de responsabilité et réclamer la place d'honneur syndicale qui nous revient sur les bancs des accusés.

Mais qu'il me soit permis de faire remarquer l'égard bienveillant qu'ont les Pouvoirs publics pour la Société Nationale Industrielle, avenue George-V, 16, à Paris, qui, contre toute légalité, fait exécuter des travaux par des tâcherons irresponsables, recrutés dans les bas-fonds de la police fasciste italienne.

Je sais que les actionnaires principaux de la Société de Construction de l'Autodrome de Montlhéry ont partie liée avec certains hauts fonctionnaires du gouvernement de la république, ainsi qu'avec des magistrats exerçant dans le département de Seine-et-Oise, ce qui légitime, en quelque sorte, l'acharnement que mettent ces vauriens à poursuivre, de toutes leurs forces répressives, toutes tentatives de défense des intérêts ouvriers.

Le Syndicat général des Terrassiers ne se laissera pas intimider par toute cette tourbe solidaire et coalisée. Déjà, le syndicat a subi des assauts de toutes natures, sans jamais se laisser démoraliser. Solidement lié avec le Syndicat unitaire du Bâtiment et la troisième région pour mener à bien la bataille engagée pour la défense des intérêts ouvriers et leur liberté, il poursuivra son œuvre d'affranchissement et défendra, par tous les moyens dont il dispose, nos camarades emprisonnés.

Nota. — Grand meeting organisé par la troisième région, le S. U. B. et les Terrassiers, dimanche, à 14 h. 30, salle Hudelot, rue du Maillet, à Montlhéry.

Dans le Bâtiment parisien

Le Conseil général du S.U.B. se réunit vendredi 28 à 18 heures, petite salle de grève, Bourse du travail. La principale question à l'ordre du jour étant le résultat du Comité national fédéral extraordinaire, les camarades militants du syndicat sont invités à ce conseil et il est recommandé aux sections locales de se faire représenter.

Les camarades Deschamps, de la section d'Asnières, Bachet, de la section de Colombes et Enck des Ornemanistes sont priés de mettre au net leur situation de trésorier.

Pour le cahier de revendications et pour secondier l'action de la 13^e région, le S.U.B. organise des meetings intercorporatifs en banlieue dont trois auront lieu dimanche, à 9 heures du matin :

A Saint-Denis pour les camarades de la région, le meeting aura lieu, salle de la Légion d'honneur ;

A Pantin, pour les camarades habitant Les Lilas, Pré-Saint-Gervais, Aubervilliers, La Courneuve, Dugny et Pantin, le meeting se tiendra salle des Conférences, 42 avenue Edouard-Vaillant.

A Boulogne, salle de la Justice de Paix, boulevard Jean-Jaurès, pour les copains de Puteaux, Suresnes, Billancourt, Boulogne et Issy-les-Moulineaux.

Réunion des camarades du bâtiment de langue espagnole, dimanche matin, 8 avenue Mathurin-Moreau (place du Combat).

Des tracts en vue de la démonstration du 3 avril sont à la disposition des camarades et chaque atelier ou chantier est prié de désigner un délégué pour passer en chercher.

Aux plombiers-zingueurs

Depuis quelque temps les Travailleurs assistent à une augmentation vertigineuse du coût de la vie, systématiquement combinée par nos gouvernants et nos patrons.

C'est un défi lancé à la classe ouvrière, signifiant qu'ils sont les maîtres et qu'ils entendent plonger les ouvriers dans une misère profonde pendant qu'eux jouissent de tous les luxes et se vautrent dans l'orgie. Ce sera le travailleur crevant de faim à la porte du palais.

Allez-vous rester inconscients ? Cette situation va devenir intolérable si nous ne réagissons pas. Coute que coute il nous faut exiger des salaires en rapport avec le coût de la vie et ses dures nécessités et faire appliquer la journée de huit heures.

Un peu d'énergie ! Sinon, c'est l'esclavage !

Camarades, prenez bien garde, si vous voulez que vous et les vôtres puissiez manger, réagissez rapidement !!!

Allons, les gars ! Tous debout et soyez nombreux à la réunion qui aura lieu le dimanche 30 mars, salle Jean-Jaurès, à la Bourse du Travail, où nous fixerons la ligne d'action générale de la Section technique et les relations entre les diverses catégories.

Nous y parlerons du Cahier de revendications. A l'heure de la lutte, s'abstenir c'est déserter ! C'est le fait des lâches.

Le Conseil Syndical.

Aux ouvriers carriers

La Fédération du Bâtiment porte à la connaissance des ouvriers travaillant dans les Centres Carriers-Plâtriers de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, de se méfier d'un individu se disant délégué et qui cherchait à former des syndicaux.

Il est âgé de 30 ans environ, taille moyenne, teint brun et dit se nommer Arrents. Cet individu a disparu ayant en sa possession timbres et cartes confédérales et un cachet ayant le titre du « Syndicat Interdépartemental des Ouvriers-Carriers-Plâtriers de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, Section de Romainville ».

Le Secrétaire : EPINETTE.

LE PREMIER CONGRES des fabriques de l'Ameublement parisien

Réunions de ce soir jeudi. — Maison Cuminauto, 36 rue de la Roquette, à 18 h. 30, salle de la Brasserie, 33 rue de la Roquette. Orateur : Bouzou.

— Maisons Darras et Lucas, 39 et 41 rue de la Roquette, à 18 heures, salle Noyer, 53 rue de la Roquette. Orateur : Cloarec.

— Maison Feuser et Perrin, 268 bis faubourg Saint-Antoine, à 18 heures, salle Bonnot, 287 faubourg Saint-Antoine. Orateur : De Groote.

— Maison Bettenfeld, passage de la Bonne-Graine, à 18 h., salle Perrault, 12, passage de la Bonne Graine. Orateur : Henri.

— Maisons Magno et Aubert, 3, rue des Grands Champs, à 18 heures, salle Fiancé, 44, rue de Buzenval. Orateurs : Lenoir et Guervin.

— Maison Thabuy, rue de Montreuil, à 18 heures, salle Chevreau, 33, rue de Montreuil. Orateur : Favre.

— Maison Maës, 75 rue des Pyrénées, à 18 h. 30, salle Noyer, 62 rue d'Avron. Orateur : Rossignol.

— La Commission intersyndicale se réunira samedi, 2, rue Saint-Bernard, à 18 h. 30 précises.

Pour les fabriques dont les délégués ont déjà quitté la maison, les camarades sont priés de procéder de suite à leur remplacement. Les mandats de délégués seront à leur disposition, 2 rue Saint-Bernard, à partir de dimanche, tous les soirs de 5 à 8 heures.

Ça commence bien !

La campagne d'agitation « électorale » entreprise à travers le pays par la Fédération unitaire (?) des Métaux a commencé ces jours-ci.

J'ai assisté à Sartrouville à une de ses premières réunions.

Pas beaucoup de monde dans la salle : soixante à soixante-dix personnes tout au plus. En l'absence du citoyen Brout, secrétaire permanent de l'U. D. de Seine-et-Oise, et membre du comité directeur du parti soi-disant communiste, la conférence fut faite par un délégué de la Fédération des Métaux, qui est en même temps candidat du parti des masses aux élections législatives dans le département de la Seine.

Vous voyez que nous ne perdions pas au change : en l'absence d'un « type du pré-sidium » nous avions un aspirant député.

Pas grand-chose à dire sur l'exposé fait par lui sur les conseils d'usines. Mais voilà : il restait le couplet final.

Pas de question de tendance s'écria-t-il. La C. G. T. U. seule veut l'unité, seule la Re-C. G. T. U. défend les intérêts de la classe ouvrière !

Que fait la C. G. T. U. Lafayette ? et surtout que font les autonomes des Métaux ? Rien ! Ce sont des super-nationalistes « comprennent pas », des indisciplinés qui ne veulent pas obéir au mot d'ordre. Vlan !

Ce sont eux qui sont responsables de la scission. Ce sont eux qui nous ont fait quitter la vieille C. G. T., et maintenant ils veulent y retourner sans nous ! Fermez le ban ! et voilà comme l'on écrit l'histoire !

A part ça, pas de question de tendance. J'ai répondu « politement » et comme il convenait au camarade candidat aux élections prochaines. Mais passons.

Il y avait au fond de la salle une belle couronne rouge sur laquelle était inscrit en grosses lettres : « Parti Communiste ».

De suite j'ai pensé que c'était pour l'enterrement du syndicalisme. Mais je m'étais trompé, c'était une couronne offerte par le P. C. Ces messieurs pratiquent le culte de la charogne à un pauvre cheminot qui s'est fait « casser les reins » sous le régime Le Trocquer.

Tout à-coup j'entends un orateur du bureau faire de la « retape » pour le parti communiste et pour l'A. R. A. C. Drôle de réunion syndicale ! Cela dépasse vraiment les bornes. J'en fais la remarque au citoyen-candidat, mais « candide », il me répond : « Ah oui, oui ! Oh ! mais ça n'a pas d'importance, la réunion syndicale est terminée. Maintenant c'est la réunion politique qui continue, et naturellement avec les mêmes auditeurs et les mêmes orateurs. »

C'est charmant, n'est-ce pas ? C'est la liaison organique ! Est-ce vrai, Yellow ? La réunion est finie. A la sortie, un « type » gueulait, la casquette à la main « N'oubliez pas, camarades, c'est pour payer la couronne offerte par le parti communiste ! »

Et voilà comment la Fédération des Métaux commence sa campagne électorale.

P. LE MEILLOR.

DANS LA VOITURE-AVIATION

Mise au point

Le Libérateur d'hier a publié un article de Chatelier dans lequel j'ai été mise en cause. Je tiens à donner quelques précisions.

Il est exact que je sois allée aux syndicats de la Voiture et des Métaux et que ces organisations n'ont pu fournir un délégué pour notre grève. Mais il n'a jamais été question de Verdier et, par la suite, c'est un autre camarade qui est allé le chercher.

Sur ce point, Chatelier est dans l'erreur. Valerie BLIN.

Le congrès des Usines de Lyon

Le Syndicat général des ouvriers métallurgistes de Lyon — autrement dit le syndicat autonome — a, depuis un mois déjà, décidé la convocation d'un Congrès des Usines de la Métallurgie pour le samedi 29 et le dimanche 30 mars. L'ordre du jour est ainsi fixé :

1° Vérification des Mandats ;

2° Rajustement des Salaires :

a) Examen de la situation par usine ;

b) Etalement d'un bordereau de revendications ;

3° La Journée de Huit Heures : son application dans les usines ;

4° Les Méthodes de Travail : étude des systèmes à la prime, au boni, du sursalaire familial, des primes d'allaitement, du travail aux pièces ;

5° Les Conditions de Travail : l'hygiène à l'atelier, les accidents de travail les maladies professionnelles, les appareils de sécurité ;

6° Réorganisation : les délégués d'atelier et les secteurs de propagande ; la main-d'œuvre étrangère ; la Jeunesse syndicaliste ;

7° Questions diverses.

Sans doute, voilà un ordre du jour un peu chargé, mais avec de la méthode et de la bonne volonté on arrive à bout de tout, surtout si l'on prend soin d'éloigner de la discussion, en même temps que les questions futiles, les questions de tendances et les querelles de partis.

Après avoir fait, autour de ce Congrès, la conspiration du silence, ceux qui, à Lyon, représentent le grand Parti des Masses, en même temps que le syndicat dissident des Métaux, dit unitaire, viennent soudain de se réveiller. Et les voilà qui prétendent tirer du Congrès toutes sortes d'avantages. Hola ! Hola ! Quel zèle vous pousse à vous parer si vite de nos dépouilles ? Attendez au moins ! Et que la sagesse vous engage à dissimuler vos oreilles, car vraiment vous les avez trop longues !

Or donc, nos « unitaires » comptent bien que le Congrès décidera la grève générale dans la Métallurgie, et que tous les délégués obéiront au doigt et à l'œil aux « ordres » de la fameuse Fédération unitaire des Métaux. Ils ont, pour ce faire, demandé à celle-ci de leur venir en aide, et il leur a été dépêché le jeune et impétueux Rabaté. Et ça marche ! je ne vous dis que ça. Déjà, dans une usine qui groupe 1.800 ouvriers, une centaine de bons bougres, après avoir entendu la divine parole, ont voté la grève générale et la Révolution !!!

Il faudra donc que le Congrès des Usines de Lyon, délaissant les mouvements « sporadiques », ne se consacre qu'à la préparation du grand mouvement. Ainsi en ont décidé ceux qui, depuis plus d'un an, ont poursuivi la plus stérile, la plus stupide des besognes de désagrégation dans notre Syndicat, en sabotant systématiquement toutes les assemblées générales.

Tout doux ! Tout doux ! Nous sommes quelques-uns, bien décidés à ne pas nous laisser faire et à ne pas permettre aux influences extérieures, quelles qu'elles soient, de se substituer par un artifice quelconque, à ce Congrès. La dernière assemblée générale du Syndicat a été d'ailleurs unanime à accepter et à défendre ce point de vue qu'elle a concrétisé dans l'ordre du jour suivant :

Le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes de Lyon, au sujet du Congrès des Usines qu'il a lui-même organisé, tient à apporter les précisions suivantes :

Le Congrès des Usines réunissant des délégués d'atelier syndiqués et des non-syndiqués ne peut être qu'un Congrès de consultation. Il ne saurait en aucune façon se substituer à l'organisation syndicale pour prendre une décision d'action à laquelle seraient entraînés les métallurgistes de la région lyonnaise.

En effet, le Syndicat estime que les délégués qui seront présents au Congrès ne sauraient prendre la responsabilité d'engager dans un conflit leurs camarades d'atelier avant de les avoir à nouveau consultés, c'est-à-dire avant de leur avoir, d'une part, donné le compte rendu du Congrès, et d'autre part demandé l'approbation du cahier de revendications qui pourrait être établi par le Congrès.

Enfin, tout en mettant en garde les travailleurs de la Métallurgie contre les multiples dangers que présenterait une action prématurée, plus ou moins générale, et dont les buts, nous ne le dissimulerons pas, sont pour quelques-uns davantage ceux d'un parti politique, que ceux de la classe ouvrière, le Syndicat déclare en toute sincérité qu'une action, quelle qu'elle soit, ne pourrait être couronnée de succès, que si, au préalable, les travailleurs syndiqués (confédérés, unitaires et autonomes) réalisent l'unité syndicale.

Indépendamment et en dehors du Congrès des Usines, c'est donc à cette besogne qu'il considère comme extrêmement urgente, qu'il les convie tous, par la constitution d'un comité mixte composé de trois membres par syndicat. Le comité mixte aura pour tâche de rechercher les moyens susceptibles de réaliser l'unité syndicale sur la base des principes suivants, qui ne sauraient être mis en discussion, que nous ex-

timons indispensables, et sans lesquels l'Unité ne pourrait être durable :

1° La Charte d'Amiens dans sa lettre et dans son esprit ;

2° L'Autonomie et l'Indépendance absolue du Syndicalisme en regard de tous les Partis et de toutes les Sectes ;

3° Le respect des décisions prises par la majorité ;

4° Le respect des droits de la Minorité ;

5° La participation effective à l'action seulement, avec toutefois un minimum de tolérance dans toutes les discussions.

Un Syndicat libre, indépendant de tout Parti politique dont tous les membres sont inspirés par un esprit de mutuelle tolérance, tel est le but que poursuit le Syndicat général des Ouvriers métallurgistes.

Cet ordre du jour que nous portons à la méditation des « orthodoxes » qui verraient dans le Congrès des Usines que nous avons organisé, l'occasion, tant cherchée, de se produire, se passe, je crois, de commentaires qui ne pourraient être que superflus.

ARGENCE.

Communiqués Syndicaux

Sciens-découpeurs. — Demain, à 20 h. 30, Bourse du Travail, réunion des Mouluriers, salle des Commissions (cinquième étage). Conseil syndical. Urgent. Tous présents.

Comité intersyndical de Romainville. — Assemblée générale le jeudi 27 mars, à 20 h. 30. Très important. Organisation du C. I. sur la nouvelle base. Nomination d'un délégué de secteur.

Minorité des Boulangers de la Seine. — Réunion corporative, jeudi 27 mars, à 17 heures, 4, rue Suger, à Saint-Denis. Délégués : Thenoz, Soler, Guinet, Viadil, Conrad.

Union des Travailleurs de Croix-Wasquehal. — Assemblée générale dimanche 30 mars, 2, rue de l'Ermitage, à Croix.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Ecole du propagandiste. — Le cours de français est terminé pour 1924. Les cours de philosophie et les promenades-conférences continuent.

Aux groupes du troisième secteur. — Les camarades des groupes compris dans le troisième secteur, c'est-à-dire dans les 5^e, 6^e, 7^e, 13^e, 14^e, 15^e et 16^e arrondissements, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu ce soir, 27 mars, à 20 h. 30, rue Lanneau, 6 (métro Saint-Michel).

Des décisions seront prises en vue des élections. Par le fait de cette réunion, les causeries du G. A. U. et des 5^e et 6^e se feront dans la mesure du possible.

Groupe du XX^e. — Ce soir, à 20 h. 30 très précises, réunion du groupe, 23, boulevard de Belleville, restaurant du Faisan doré.

Causerie par le camarade Fraisse. Sujet traité : « Les anarchistes et la femme ». Invitation à tous les camarades et sympathisants. Mise au point de la conférence antiparlementaire.

P. S. — Les copains qui détiennent des livres, sont priés de les rapporter.

Groupe Libérateur de Livry. — La prochaine réunion du groupe aura lieu samedi 29 mars, à 21 heures, salle habituelle.

Nous prions les copains d'être tous présents, car il y aura du travail à entreprendre. Nous espérons les meilleurs moyens de propagande pendant la foire électorale.

Groupe de Romainville. — Demain, salle de la Coopé, 36, rue euve-Aublet, à Romainville, grande causerie par le camarade Léon-Louis. Sujet traité : « Critique des institutions modernes ». Invitation cordiale à tous.

Groupe du Pré-Saint-Gervais. — Réunion ce soir, à 21 heures, rue Emile-Augiers, au Pré. Causerie-contraverse, par Joujou, qui traitera la question du Bonheur.

Province

Groupe Libérateur du Havre. — Vendredi 28 mars, à 8 h. 45, discussion sur : « La vie intérieure ; la sensibilité et le sentimentalisme individualiste ». Le groupe montant sa Bibliothèque, les copains qui désirent faire don de volumes peuvent les apporter au groupe, ou envoyer un mot.

Groupe de Vierzon. — Réunion jeudi 27 mars, salle Laroche.

Groupe d'études sociales de Marseille. — Dimanche 30 mars, au siège 11, boulevard Dugomier, bar Canals, à 18 heures précises, conférence par Jean Marestan : « Deux aspects de la théorie anarchiste » (suite de la discussion). L'absence de communication n'indique pas qu'il n'y a pas de conférence ; celles-ci ont lieu régulièrement tous les dimanches, à 6 heures.

Nous invitons cordialement tous les orateurs de l'importance quelle tendance et qui désirent se trouver devant un public électroïque, à s'adresser au secrétaire. Toutes les questions nous intéressent.

Communications diverses

La Muse du XIII^e se tient à la disposition de tous les groupements d'avant-garde pour participation totale ou partielle à leurs fêtes. Ecrire 163, boulevard de l'Hôpital, Paris (XIII^e).

Les Fêtes du Peuple. — A 9 h. 30, annexe de la Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau, chorale enfantine.

Club du Faubourg. — A 20 h. 30 précises, grande soirée théâtre de la Fourmi, 10, boulevard Barbès. Devant les savants, la presse et le public, le docteur Jaworski exposera sa fameuse découverte : « Peut-on rajeunir les femmes ? Oui ! ». Présentation d'une œuvre raieuse. Et débat sur : « Les femmes désirent-elles rajeunir ? En ont-elles besoin ? » La parole sera donnée aux femmes.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade Georg Schetscheff est averti qu'une lettre l'attend à la rédaction.

Laguigne est averti que je le reverrai volontiers et qu'il n'a qu'à venir me voir, un soir, à l'imprimerie. — Georges Vidal.

Cauchois est prié de passer voir Georges Vidal le plus tôt possible, le soir, à l'imprimerie.

Seria muy agradecido. — Compagnero que me prestara buenas novelas o otros libros en Castellano-Ferandel.

André Daudel. — Vous êtes prié de donner de vos nouvelles à vos parents.

R. D. P. — Regu lettre et 5 francs.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Baptistin FRAYSSE

Imprimerie spéciale du Libérateur
10-12, rue Paul-Lelong, Paris